

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 7–11 novembre 2005

## RAPPORTS DU DIRECTEUR EXÉCUTIF SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES

### Point 9 de l'ordre du jour

### INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT APPROUVÉE PAR LE DIRECTEUR EXÉCUTIF ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 30 JUIN 2005 — RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE 10189.1

#### Aide alimentaire aux populations au sortir du conflit

Nombre de bénéficiaires	204 000
Durée du projet	24 mois (1er juillet 2005–30 juin 2007)
Quantité de produits alimentaires	16 435 tonnes
<b>Coût (dollars E.-U.)</b>	
Coût total pour le PAM	13 554 556

Pour information\*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.2/2005/9-C/4**  
6 octobre 2005  
ORIGINAL: ANGLAIS

\* Conformément aux décisions relatives à la gouvernance que le Conseil d'administration a approuvées à sa session annuelle et à sa troisième session ordinaire de 2000, les documents soumis au Conseil pour information ne sont discutés que si l'un de ses membres le demande expressément, suffisamment avant la séance, et si la présidence décide de faire droit à cette demande, considérant qu'il s'agit d'une utilisation appropriée du temps du Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODK*	M. H. Arthur	tél.: 066513-2034
Attachée de liaison principale, ODK:	Mme F. Nabulsi	tél.: 066513-2385

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2645).

\* Bureau régional pour l'Afrique orientale et centrale



## RESUME

1. La République centrafricaine a connu dix ans de conflits internes: émeutes en 1996, coup d'État manqué en 2001, conflits armés ininterrompus en 2002 et coup d'État du 15 mars 2003. Les infrastructures publiques et les ressources privées ont été détruites ou pillées. La sécurité s'est améliorée depuis le coup d'État de 2003, mais l'insécurité persiste sous forme de trafic d'armes, d'actes de violence et de prises d'otages par des malfaiteurs armés. Depuis 2002, 42 000 Centrafricains ont trouvé refuge au Tchad, pays voisin. Les ressources du gouvernement sont si minces que le versement des arriérés de salaires des fonctionnaires pose de graves problèmes.
2. La population est estimée à 3,5 millions d'habitants et le taux de croissance démographique est de 2,5 pour cent par an. La République centrafricaine est un pays à déficit vivrier qui compte parmi les pays les moins avancés et qui se plaçait en 2003 au 168ème rang sur 175 pays d'après l'indicateur de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); 67 pour cent de la population vit avec moins de 1 dollar E.-U. par jour. L'espérance de vie est tombée de 49 ans en 1995 à 39 ans en 2004; le taux de prévalence du VIH/sida, qui atteint 15 pour cent, est le plus fort de la région. La malnutrition atteint des niveaux particulièrement élevés: 39 pour cent de la population souffre de malnutrition chronique, l'alimentation est peu variée, et la malnutrition est répandue parmi les femmes.
3. Les objectifs de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) actuelle consistent à i) sauver des vies, ii) renforcer la sécurité alimentaire des populations vulnérables au lendemain du conflit et iii) contribuer au redressement socioéconomique du pays. La **composante secours**, qui représente 71 pour cent de l'aide alimentaire fournie par le PAM, permet de venir en aide à 89 000 bénéficiaires: 32 000 rapatriés, 23 000 personnes vulnérables et 34 000 personnes contaminées ou affectées par le VIH/sida. La **composante redressement**, qui représente 20 pour cent de l'aide alimentaire fournie par le PAM, permet de venir en aide à 115 000 bénéficiaires: 90 000 personnes participant à des activités vivres-contre-travail et 25 000 personnes participant à des activités vivres pour la formation. Pendant toute la durée du projet, le PAM veillera à ce que les interventions de redressement soient conformes aux objectifs du Millénaire pour le développement.
4. Le PAM travaillera avec d'autres institutions des Nations Unies. Un plan de suivi et évaluation sera établi en se fondant sur le cadre logique du projet. La présente IPSR a été conçue à partir d'un scénario optimiste d'évolution favorable de la crise en République centrafricaine. Des plans d'intervention en cas d'urgence ont été préparés pour couvrir des hypothèses moins optimistes. Pendant l'exécution de l'IPSR et en fonction de l'amélioration de la situation dans le pays, le PAM réduira progressivement ses activités de secours au profit d'activités de redressement de manière à favoriser le renforcement des mécanismes de survie et la reprise des économies locales.

